

« Redonner le sens profond de ce qu'on appelle "la connaissance" »

À l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage*, le sociologue Bernard Lahire, directeur de recherche CNRS et membre senior honoraire de l'Institut universitaire de France, fait le constat d'une « dégradation de plus en plus prononcée des conditions d'apprentissage dans le système scolaire » et explique les raisons et les conséquences de cette détérioration de l'acquisition des savoirs.

Propos recueillis par **STÉPHANIE ROSSANO**,
responsable du secteur Recherche,
et **EMMANUEL DE LESCURE**, secrétaire général

Vous venez de publier « Savoir ou périr » aux éditions du Seuil. Quel a été le déclencheur, ou la motivation, pour cette publication et à qui la destinez-vous en priorité ?

Le déclencheur a été la dégradation de plus en plus prononcée des conditions d'apprentissage dans le système scolaire, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, et des conditions de recherche. Les coupes budgétaires massives, le manque de personnel (enseignants de la maternelle au supérieur, chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, personnel administratif), la fréquente nomination de personnes parfaitement incompetentes aux postes de ministre ou de secrétaire d'État dans ces domaines, la défiance de nombre de responsables politiques à l'égard des chercheurs et des enseignants-chercheurs, les attaques permanentes contre le prétendu « wokisme », l'obsession évaluative et compétitive, le « bachotage », tout cela compose un cocktail qui rend malheureux tout le monde : élèves et étudiants, enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs.

J'adresse ce livre à toutes les parties prenantes de l'éducation et de la recherche : les parents, les enseignants, les étudiants, les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les responsables politiques et administratifs de ces secteurs. Bien nommer les choses, désigner précisément les maux et dysfonctionnements des systèmes d'enseignement et de recherche, c'est faire prendre conscience des problèmes qui nous accablent et nous entravent, et donner la possibilité de commencer à imaginer les moyens par lesquels on peut, par une politique éducative

et scientifique ambitieuse, améliorer les apprentissages et libérer les énergies créatrices.

Dès le début de votre texte, vous placez la notion de création et de transmission de savoirs dans un contexte de survie de l'espèce humaine, survie au sens premier du terme. Pouvez-vous développer ?

J'essaie de redonner le sens profond de ce qu'on appelle « la connaissance ». Tout être vivant, de l'unicellulaire au multicellulaire le plus complexe, est doté d'une capacité d'apprentissage lui permettant de prélever des informations sur son environnement et de s'y adapter au mieux en ajustant son comportement. Les capacités d'habitation sont présentes dans l'ensemble du vivant, l'apprentissage social (par imitation) est observable notamment chez les insectes, les poissons, les oiseaux et les mammifères, et les prémices de situations d'enseignement ont été documentées chez les suricates, les chimpanzés, les dauphins et, bien sûr, les humains. L'espèce humaine a même, au cours de son histoire, inventé l'écriture, qui a permis de stocker les connaissances à l'extérieur des individus, puis l'institution scolaire et les institutions scientifiques pour systématiser et rationaliser la transmission des savoirs et la production de connaissances nouvelles.

Nos sociétés contemporaines, leur organisation et leurs conditions de survie dépendent désormais d'une masse considérable de savoirs. Et c'est pour cela que tout ce qui perturbe ou affaiblit nos institutions d'enseignement et de recherche diminue nos chances de survie collective. Tous les élèves qui apprennent très superficiellement ou très mal, tous les chercheurs et enseignants-chercheurs qui ne sont pas recrutés ou qui, lorsqu'ils le sont, ne sont pas dans les conditions optimales

« Tout ce qui perturbe ou affaiblit nos institutions d'enseignement et de recherche diminue nos chances de survie collective. »

* *Savoir ou périr*, de Bernard Lahire, Seuil, « Libelle », 96 p., 6,90 €.

de création scientifique, tout cela nous empêche de développer l'intelligence collective qui débouche sur des solutions aux grands défis que pose l'état de la planète.

Dans un moment où l'on somme les scientifiques de toutes disciplines de trouver des solutions face aux urgences environnementales, vous prônez au contraire une libération des contraintes et du temps. Pourquoi ?

On incite les scientifiques à trouver des solutions, mais sans leur donner

les moyens de le faire. Si nos gouvernements mettaient en œuvre une politique scientifique ambitieuse, en recrutant massivement des enseignants-chercheurs et des chercheurs, en ouvrant de nouvelles universités, ils libéreraient une énergie et une inventivité collectives qui déboucheraient nécessairement sur de nombreuses solutions. Je précise que je n'ai pas en tête un technosolutionnisme

magique, car une partie des solutions passe par de nouveaux modes de production, de consommation, de transport et de communication. Les sciences sociales ont un rôle majeur à jouer pour pouvoir penser ces solutions en termes d'organisation collective.

Si j'ai placé la question du temps au cœur de ma réflexion, c'est parce qu'elle est cruciale dans les processus d'apprentissage et de création scientifique. Tout le monde court après le temps : il faut terminer le programme et accélérer le rythme des séquences pédagogiques, « bachoter », ingurgiter des programmes monstrueusement chargés à l'occasion des concours (baccalauréat, classes préparatoires aux grandes écoles, agrégation, etc.), faire sa thèse en trois ou quatre ans, multiplier les occasions de publication ou de communication, monter des dossiers de demande de financement qui débouchent souvent sur des refus, mener des recherches tout en cumulant des charges administratives et d'enseignement, tout cela contribue à diminuer le temps laissé aux apprentissages et à la

création. Or, ce n'est pas en stressant, pressant, évaluant, classant, hiérarchisant les élèves, les chercheurs, les enseignants-chercheurs, les établissements d'enseignement supérieur, les laboratoires, etc., qu'on parviendra à répondre aux objectifs de connaissance de l'état du monde et d'imagination de solutions durables à nos problèmes. Il faut donner du temps aux apprentissages, donner du temps aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs, faire confiance aux enseignants et aux scientifiques.



© Bénédicte Roscot

Le sociologue Bernard Lahire.

Le dernier Baromètre de la confiance Cevipof (vague 16 février 2025) mesure que 80 % des Français ont « très confiance » ou « confiance » dans la science. Comment interprétez-vous ce résultat à la lumière de ce que vous avez développé dans votre ouvrage ?

Par réflexe professionnel en tant que sociologue, je me méfie des sondages... On sait très bien qu'en fonction de la façon dont vous formulez la question, vous allez avoir

des résultats radicalement différents. Je ne suis pas sûr que le chiffre serait aussi élevé si les sondeurs posaient des questions sur les vaccins, ou s'ils posaient des questions sur les mathématiques, que de nombreuses générations ont malheureusement appris à détester depuis qu'elles sont devenues une matière scolaire sélective. À y regarder de près, on a quand même des signes de grande défiance à l'égard des sciences, souvent confondues avec un certain nombre d'applications technologiques : baisse des inscriptions dans les filières scientifiques, suspicion d'une partie de la population à l'égard des vaccins ou du rôle des scientifiques dans le complexe militaro-industriel, critique des chercheurs, soupçonnés de ne pas assez travailler et de ne pas être suffisamment compétitifs, critique récurrente des sciences humaines et sociales, etc. Les coupes budgétaires de ces dernières années (une régression pour l'enseignement supérieur et la recherche de 1,5 milliard d'euros corrigés de l'inflation dans le budget voté en février 2025) sont aussi des façons silencieuses mais radicales de freiner les avancées scientifiques. ■

« On incite les scientifiques à trouver des solutions, mais sans leur donner les moyens de le faire. »

Savoir ou périr
Bernard Lahire

Programmes surchargés, obsession de l'évaluation et de la compétition, manque de temps et de moyens : l'enseignement et la recherche souffrent de nombreux maux. En plus de produire des élèves, étudiants et chercheurs malheureux, dont le désir de comprendre est malmené, tout cela menace la survie des sociétés humaines qui, depuis leurs lointaines origines, dépendent de la création continue de connaissances pour s'adapter à des environnements changeants. À l'heure où les sciences sont attaquées de toutes parts, il devient vital de rompre avec ces logiques destructrices : et de mettre en œuvre une politique révolutionnaire de l'enseignement et de la création scientifique.

Seuil/LaBoutique